



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
LE MANS SARTHE**

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

Siret 187 200 928 00013

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**ETUDE DE FAISABILITE ET SCENARIOS DE RECONVERSION
DU SITE DES MAGASINS GENERAUX, 1 AVENUE OLIVIER
HEUZE, AU MANS**

MARCHE N° 2026RTPN5007

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Sommaire

• TABLE DES MATIERES

Article 1.	Objet du marché.....	5
1.1.	Intitulé du marché.....	5
1.2.	Périmètre des prestations	5
1.3.	Référentiel applicable	6
▪	Pièces contractuelles et ordre de priorité	6
Article 2.	Structuration des phases et régime de prix	6
2.1.	Phase 1 - Cadrage, investigations et diagnostic	7
2.1.1.	Rémunération à prix forfaitaire et global	7
2.1.2.	Prestations couvertes par le forfait.....	8
2.1.3.	Modalités de paiement du forfait	8
2.1.4.	Conditions de validation et réception des livrables.....	8
2.2.	Phase 2 - Scénarios, programmation et recommandation	8
2.2.1.	Rémunération à prix forfaitaire et global	8
2.2.2.	Prestations couvertes par le forfait.....	9
2.2.3.	Modalités de paiement du forfait	9
2.2.4.	Conditions de validation et réception des livrables.....	9
2.3.	Phase 3 - Approfondissement et mise en œuvre opérationnelle.....	9
2.3.1.	Rémunération à prix unitaires sur la base du BPU.....	9
2.3.2.	Déclenchement des prestations par bon de commande	10
2.3.3.	Unité d'œuvre et règles de décompte.....	10
2.3.4.	Traçabilité et validation des prestations	10
2.3.5.	Modalités de paiement des prestations unitaires.....	11
Article 3.	Obligations générales du titulaire	11
3.1.	Obligation de conseil et d'alerte.....	11
3.2.	Confidentialité et sécurité de l'information.....	12
▪	Protection des données personnelles (RGPD).....	12
3.3.	Propriété intellectuelle	12

3.4.	Sous-traitance	13
3.5.	Responsabilité du titulaire	14
Article 4.	Coordination et suivi contractuel	14
4.1.	Instances de pilotage et comitologie	14
4.2.	Chef de projet désigné par le titulaire	15
4.3.	Coordonnateur référent désigné par le pouvoir adjudicateur	15
4.4.	Réunions périodiques et comptes rendus	16
Article 5.	Livrables et exigences de qualité	16
5.1.	Formats de remise des livrables	17
5.2.	Exigences de qualité et traçabilité	17
5.3.	Versioning et tableau de modifications	18
5.4.	Annexes structurantes et gabarits	18
Article 6.	Délais et jalons	18
6.1.	Calendrier des jalons (L0 à L6)	19
6.2.	Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur	20
6.3.	Sanctions en cas de retard ou non-conformité	20
Article 7.	Modalités de paiement	20
7.1.	Paiement des phases 1 et 2 via DPGF	21
7.2.	Paiement de la phase 3 via BPU	21
7.3.	Délai global de paiement	22
▪	Escompte pour paiement accéléré	23
7.4.	Pièces justificatives requises pour le paiement	23
Article 8.	Pénalités et sanctions	24
8.1.	Retard dans la remise des livrables	24
8.2.	Non-conformité des livrables	24
8.3.	Manquements dans le pilotage et suivi	25
Article 9.	Assurances	25
9.1.	Responsabilité civile professionnelle	26
9.2.	Justification des garanties	26
Article 10.	Modification du marché	27
10.1.	Avenants	27
10.2.	Prestations similaires	27

10.3. Clauses de réexamen.....	28
Article 11. Résiliation.....	28
11.1. Résiliation pour faute	29
11.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	29
11.3. Résiliation pour force majeure.....	30
Article 12. Clause anti-corruption	31
12.1. Engagements du titulaire	31
12.2. Déclaration sur l'honneur et conformité	32
Article 13. dérogation au CCAG	33

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) définit les conditions administratives et contractuelles applicables au marché de prestations intellectuelles portant sur l'étude de faisabilité et la définition de scénarios de reconversion du site des "Magasins Généraux", situé 1 avenue Olivier Heuzé au Mans.

Ce marché vise à accompagner la Chambre de Commerce et d'Industrie Le Mans Sarthe dans la transformation stratégique de ce site industriel/logistique en contexte urbain, en tenant compte des contraintes techniques, réglementaires, environnementales et économiques.

Les prestations attendues incluent la caractérisation du site, l'élaboration de scénarios de reconversion, leur évaluation multicritère, et la recommandation d'un ou plusieurs scénarios cibles accompagnés d'une feuille de route opérationnelle. Les livrables et modalités d'exécution sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.1. INTITULE DU MARCHÉ

Le marché est intitulé : "Marché de prestations intellectuelles – Étude de faisabilité et scénarios de reconversion du site des Magasins Généraux, 1 avenue Olivier Heuzé au Mans.

Cet intitulé reflète l'objectif principal du marché, à savoir la réalisation d'une étude approfondie permettant de définir des scénarios de reconversion adaptés aux enjeux urbains, économiques et environnementaux du site concerné.

Le titulaire devra fournir des livrables conformes aux exigences du CCTP, en respectant les jalons définis (L0 à L6). Les prestations devront être réalisées dans le cadre administratif et technique fixé par le présent CCAP et le CCTP.

1.2. PERIMETRE DES PRESTATIONS

Le périmètre des prestations couvertes par le présent marché inclut l'ensemble des activités nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité et à la définition de scénarios de reconversion du site.

Les prestations comprennent notamment :

- La caractérisation du site et l'identification de ses opportunités et contraintes ;
- La définition et la comparaison de scénarios de reconversion, intégrant des objectifs de sobriété foncière et de valorisation du bâti existant ;

- L'évaluation multicritère des scénarios proposés, incluant une analyse des risques et de la soutenabilité économique ;
- La recommandation d'un ou plusieurs scénarios cibles, accompagnée d'une feuille de route opérationnelle précisant les jalons, les prérequis, les modalités de mise en œuvre et les dispositifs de gouvernance.

Les livrables attendus sont définis au CCTP et comprennent les jalons L0 à L6.

1.3. REFERENTIEL APPLICABLE

Le présent CCAP est établi conformément aux dispositions du Code de la commande publique (CCP) et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI), arrêté du 30 mars 2021.

Les stipulations du CCAG-PI s'appliquent au marché, sauf dérogations expressément prévues dans le présent CCAP. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et celles du CCAG-PI, les dispositions du CCAP prévalent dans les limites des dérogations prévues.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment en matière de protection des données personnelles (RGPD), de lutte contre la corruption, et de respect des obligations sociales et fiscales.

▪ PIECES CONTRACTUELLES ET ORDRE DE PRIORITE

Les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dont la DPGF (phases 1 et 2) et le BPU (phase 3).
- Le présent CCAP.
- Le CCTP et ses annexes.
- Le CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021).
- Les autres pièces expressément désignées dans l'AE.
- L'offre technique et commerciale du candidat.

En cas de contradiction, la pièce de rang supérieur prévaut. Les documents non listés ci-dessus ne sont pas contractuels.

ARTICLE 2. STRUCTURATION DES PHASES ET REGIME DE PRIX

Le marché est structuré en trois phases distinctes, avec un régime de prix adapté à chaque phase, conformément aux stipulations du CCTP. Le prix du marché est ferme et définitif.

Phase 1 et Phase 2 : Ces phases sont rémunérées à prix forfaitaire et global, fixé dans une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Le forfait couvre l'ensemble des prestations attendues pour les phases 1 et 2, y compris les livrables définis dans le CCTP. Les modalités de paiement du forfait sont liées à la validation des livrables par le pouvoir

adjudicateur, selon les jalons définis dans le CCTP. En cas de retard ou de non-conformité des livrables, des pénalités et mesures contractuelles peuvent être appliquées dans les conditions prévues aux chapitres « Pénalités et sanctions » et « Résiliation » du présent CCAP.

Phase 3 : Cette phase est rémunérée à prix unitaires sur la base d'un Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Les prestations de la Phase 3 sont réalisées sur commande, formalisée par un bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur. L'unité d'œuvre est définie comme "1 scénario approfondi", conformément au CCTP. Le décompte des quantités est effectué sur la base des scénarios réellement approfondis et validés par le pouvoir adjudicateur. Les livrables associés à cette phase incluent L6, ainsi que les éléments de mise en œuvre opérationnelle.

Les règles de traçabilité incluent la transmission et l'archivage des ordres de service et des bons de commande, la tenue d'un tableau de suivi des livrables (L0 à L6) et de leurs versions, ainsi que la conservation des échanges et validations formalisées par écrit.

Le titulaire est tenu de respecter les délais impartis pour chaque phase, conformément au calendrier qu'il a remis dans son offre, ce calendrier d'exécution s'inscrivant dans la durée maximale fixée à 6 mois à compter de la notification d'attribution du marché, tel que défini dans le CCTP. Toute modification des conditions d'exécution ou des délais doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

2.1. PHASE 1 - CADRAGE, INVESTIGATIONS ET DIAGNOSTIC

Les prestations de la Phase 1 sont décrites au CCTP. Elles donnent lieu notamment aux livrables L0 (plan de management de mission) et L1 (diagnostic consolidé), remis et évalués selon les règles communes de validation et d'admission prévues au présent CCAP.

2.1.1. REMUNERATION A PRIX FORFAITAIRE ET GLOBAL

La Phase 1 est rémunérée sur la base d'un prix forfaitaire et global, fixé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée au marché. Ce prix forfaitaire est réputé couvrir l'ensemble des prestations prévues pour cette phase, y compris les livrables définis dans le CCTP.

Le prix forfaitaire inclut tous les coûts nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les frais de personnel, les déplacements, les outils et logiciels utilisés, les frais de documentation et de reproduction des livrables, ainsi que les charges fiscales et parafiscales. Aucun ajustement ou révision du prix forfaitaire ne sera accepté, sauf dans les cas prévus par le Code de la commande publique.

Conformément au CCAG PI, le titulaire est tenu de respecter les conditions économiques en vigueur au moment de la remise des offres, et de garantir la conformité des prestations aux exigences du marché.

2.1.2. PRESTATIONS COUVERTES PAR LE FORFAIT

Le prix forfaitaire de la Phase 1 couvre l'ensemble des prestations et livrables définis au CCTP, y compris la participation aux réunions/ateliers, la production des supports et comptes rendus, la remise des livrables aux formats requis, ainsi que les reprises éventuelles demandées au titre de l'admission.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune réclamation ou demande de supplément de prix liée à une erreur d'évaluation de sa part sur le contenu du forfait.

2.1.3. MODALITES DE PAIEMENT DU FORFAIT

Les modalités de paiement des phases 1 et 2, la facturation via Chorus Pro et les règles de suspension du délai de paiement sont définies à la section « Modalités de paiement » du présent CCAP.

2.1.4. CONDITIONS DE VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES

Les règles communes de remise, validation, reprise et admission des livrables (toutes phases) sont définies à la section « Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur » du présent CCAP.

2.2. PHASE 2 - SCENARIOS, PROGRAMMATION ET RECOMMANDATION

Les prestations de la Phase 2 sont décrites au CCTP. Elles donnent lieu au livrable L2 : dossier scénarios + programmation + proposition de découpage en lots (incluant fiches lot) + chapitre de recommandation du scénario privilégié, remis et évalué selon les règles communes de validation et d'admission prévues au présent CCAP.

2.2.1. REMUNERATION A PRIX FORFAITAIRE ET GLOBAL

La Phase 2 est rémunérée sur la base d'un prix forfaitaire et global, fixé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée au marché. Ce prix forfaitaire est réputé couvrir l'ensemble des prestations attendues pour cette phase, y compris les livrables, les réunions de pilotage, les ateliers, et les supports de restitution.

Le prix forfaitaire est ferme et définitif, sauf dans les cas de révision prévus par le Code de la commande publique. Il inclut tous les coûts nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les frais de personnel, les déplacements, les outils et logiciels utilisés, les charges fiscales et parafiscales, ainsi que les frais liés à la confidentialité et à la sécurité de l'information.

Conformément au CCAG PI, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité ou compensation financière en cas de modification des besoins par le pouvoir adjudicateur, sauf stipulation contraire dans le marché.

2.2.2. PRESTATIONS COUVERTES PAR LE FORFAIT

Le prix forfaitaire de la Phase 2 couvre l'ensemble des prestations et livrables définis au CCTP, y compris l'animation des ateliers, les réunions de pilotage, la production des supports et comptes rendus, la remise des livrables aux formats requis, ainsi que les reprises éventuelles demandées au titre de l'admission.

Le titulaire respecte les exigences de qualité, de traçabilité et de délais ; à défaut, les sanctions du marché peuvent être mises en œuvre.

2.2.3. MODALITES DE PAIEMENT DU FORFAIT

Les modalités de paiement des phases 1 et 2, la facturation via Chorus Pro et les règles de suspension du délai de paiement sont définies à la section « Modalités de paiement » du présent CCAP.

2.2.4. CONDITIONS DE VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES

Les règles communes de remise, validation, reprise et admission des livrables (toutes phases) sont définies à la section « Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur » du présent CCAP.

2.3. PHASE 3 - APPROFONDISSEMENT ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE

Les prestations de la Phase 3 sont décrites au CCTP. Elles sont réalisées sur commande (bon de commande/ordre de service) et portent sur l'approfondissement de scénarios retenus, l'unité d'œuvre étant définie comme « 1 scénario approfondi ».

La Phase 3 est activée après validation des livrables de la Phase 2 ; les prestations sont réalisées sur commande selon les modalités prévues au présent CCAP.

2.3.1. REMUNERATION A PRIX UNITAIRES SUR LA BASE DU BPU

La rémunération des prestations de la Phase 3 est établie sur la base des prix unitaires définis dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé au marché. Chaque prestation est rémunérée en fonction des unités d'œuvre réellement exécutées, conformément aux définitions et modalités précisées dans le CCTP.

Les prix unitaires couvrent l'ensemble des coûts nécessaires à l'exécution des prestations, incluant les frais de personnel, les outils et logiciels utilisés, les déplacements, ainsi que les charges fiscales et parafiscales. Ces prix sont réputés fermes et définitifs, sauf dans les cas de révision prévus par le Code de la commande publique.

Le paiement des prestations de la Phase 3 est effectué sur la base des livrables validés par le pouvoir adjudicateur, conformément aux délais et modalités définis dans le présent CCAP. En cas de non-conformité des livrables, le titulaire est tenu de procéder aux corrections nécessaires sans surcoût, dans les délais impartis.

2.3.2. DECLenchement DES PRESTATIONS PAR BON DE COMMANDE

Les prestations de la Phase 3 sont déclenchées par la notification d'un bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur. Chaque bon précise les éléments suivants :

- Le scénario ou les scénarios à approfondir.
- La nature des prestations attendues, en cohérence avec les descriptions techniques du CCTP.
- Les délais d'exécution spécifiques à chaque prestation.
- Les livrables associés et les modalités de validation.

Le titulaire est tenu de débiter les prestations dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la réception de l'ordre de service matérialisé par un bon de commande. Toute contestation relative à l'ordre de service doit être formulée par écrit dans un délai de cinq jours ouvrés suivant sa réception. Passé ce délai, l'ordre de service est soumis à décision expresse.

En cas de modification des conditions d'exécution ou des délais, le pouvoir adjudicateur peut émettre un ordre de service modificatif, qui doit être accepté par le titulaire avant toute mise en œuvre. Les ordres de service sont transmis par voie électronique ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

2.3.3. UNITE D'ŒUVRE ET REGLES DE DECOMPTE

Les prestations de la Phase 3 sont réalisées sur la base d'unités d'œuvre définies dans le CCTP. Une unité d'œuvre correspond à l'approfondissement d'un scénario jusqu'à la production des livrables d'évaluation et de mise en œuvre opérationnelle.

Le décompte des unités d'œuvre est effectué sur la base des prestations réellement exécutées et admises. Chaque unité d'œuvre inclut, conformément au CCTP, l'évaluation multicritère, le registre des risques, le macro-modèle économique et les éléments de mise en œuvre opérationnelle.

Le titulaire est tenu de fournir un tableau de suivi détaillé des unités d'œuvre exécutées, précisant les livrables associés, les dates de réalisation, et les observations éventuelles. Ce tableau est transmis au pouvoir adjudicateur à chaque étape de validation des prestations.

2.3.4. TRAçABILITE ET VALIDATION DES PRESTATIONS

La traçabilité des prestations de la Phase 3 est assurée par un suivi des versions, des hypothèses et des sources, ainsi que par les justificatifs attendus au CCTP.

Les livrables de la Phase 3 font l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur dans le délai de quinze (15) jours ouvrés suivant leur remise, selon les modalités définies à la section « Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur » du présent CCAP.

2.3.5. MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS UNITAIRES

Les modalités de paiement des prestations unitaires de la Phase 3 (BPU), la facturation via Chorus Pro et les règles de suspension du délai de paiement sont définies à la section « Modalités de paiement » du présent CCAP.

ARTICLE 3. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations prévues au marché avec diligence, compétence, et conformément aux exigences définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Il garantit la qualité des livrables, le respect des délais impartis, et la conformité aux objectifs du projet.

Le titulaire est tenu de mobiliser les moyens humains, techniques, et organisationnels nécessaires à la bonne exécution des prestations. Il désigne un chef de projet unique, interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur, qui est responsable de la coordination des équipes, de la gestion des ressources, et de la conformité des livrables. Tout remplacement du chef de projet doit être soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit signaler sans délai toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations, ainsi que tout risque susceptible d'affecter le calendrier ou la qualité des livrables. Ces signalements doivent être accompagnés de propositions de mesures correctives documentées. En cas de manquement grave ou répété, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Le titulaire est également tenu de respecter les règles de confidentialité, de sécurité de l'information, et de protection des données personnelles définies dans le présent CCAP. Il veille à la conformité de ses pratiques avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment en matière de lutte contre le travail dissimulé et de respect des obligations sociales.

3.1. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'ALERTE

Le titulaire est soumis à une obligation générale de conseil et d'alerte à l'égard du pouvoir adjudicateur. À ce titre, il s'engage à informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout risque technique, réglementaire, environnemental, ou financier susceptible d'affecter l'exécution des prestations ou la réalisation des objectifs du projet.

Le titulaire doit proposer des mesures correctives adaptées pour pallier les difficultés identifiées, en tenant compte des contraintes du projet et des exigences définies dans le

CCTP. Ces propositions doivent être documentées et accompagnées d'une analyse des impacts potentiels sur le calendrier, les coûts, et la qualité des livrables.

En sa qualité de professionnel, le titulaire est tenu de conseiller le pouvoir adjudicateur sur les choix techniques, méthodologiques, et stratégiques liés à l'exécution du marché. Il doit également alerter le pouvoir adjudicateur en cas de modification réglementaire ou de survenance d'un événement imprévu susceptible d'affecter les conditions d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à communiquer de manière proactive et transparente avec le pouvoir adjudicateur, en fournissant des informations claires, précises, et actualisées sur l'état d'avancement des prestations, les risques identifiés, et les actions correctives mises en œuvre.

3.2. CONFIDENTIALITE ET SECURITE DE L'INFORMATION

Le titulaire s'engage à garantir la confidentialité et la sécurité des informations et données communiquées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché. Ces obligations s'appliquent à l'ensemble des membres de son équipe, ainsi qu'à ses sous-traitants éventuels.

Le titulaire doit mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles adaptées pour protéger les informations sensibles contre tout accès non autorisé, perte, altération, ou divulgation. Ces mesures incluent, notamment, le contrôle des accès, la sécurisation des systèmes informatiques, et la sensibilisation des intervenants aux enjeux de confidentialité.

Les informations et données communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées par le titulaire qu'aux fins de l'exécution des prestations prévues au marché. Toute divulgation ou utilisation non autorisée est strictement interdite et peut entraîner des sanctions, y compris la résiliation du marché aux torts du titulaire.

En cas d'incident affectant la sécurité des informations ou des données, le titulaire doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour limiter les impacts et prévenir toute récurrence. Le titulaire est également tenu de respecter les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) pour les données personnelles éventuellement traitées dans le cadre des prestations.

▪ PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (RGPD)

CF. Annexe RGPD

3.3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire concède au pouvoir adjudicateur, pour les besoins du projet, le droit d'utiliser, de reproduire, de représenter, de modifier et de communiquer les livrables contractuels

produits dans le cadre du marché, y compris à des tiers intervenant pour le compte du pouvoir adjudicateur (conseils, partenaires, prestataires), sous réserve du respect des obligations de confidentialité.

Pour les livrables originaux spécifiquement créés pour le marché (rapports, notes, supports de présentation, tableaux d'analyse, modèles de calcul et annexes structurantes), le titulaire cède au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux d'auteur nécessaires à leur exploitation, pour le monde entier et pour la durée légale de protection, sur tous supports connus à la date de signature. Sont exclus de la cession : les méthodes, savoir-faire, outils, bibliothèques, gabarits génériques et éléments préexistants du titulaire, dont l'usage reste concédé au seul titre de leur intégration dans les livrables.

Le titulaire garantit que les livrables sont exempts de toute atteinte aux droits de tiers. Il identifie tout contenu soumis à licence et obtient, à ses frais, les autorisations nécessaires permettant au pouvoir adjudicateur d'exploiter les livrables conformément au marché. En cas de revendication, le titulaire prend en charge la défense et indemnise le pouvoir adjudicateur de tout préjudice directement lié.

Le titulaire remet, avec chaque livrable, les fichiers sources et formats éditables nécessaires à la réutilisation et à la mise à jour (Word, Excel, PowerPoint et données d'entrée associées), conformément au CCTP. En cas d'anomalie ou d'atteinte aux droits de tiers, le titulaire procède, sans surcoût, aux corrections nécessaires dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés.

3.4. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, sous réserve de respecter les dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique et de l'article 12.3 du CCAG-PI. Toute sous-traitance doit être déclarée et agréée par le pouvoir adjudicateur avant le début des prestations sous-traitées.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes : l'identité et les coordonnées du sous-traitant ; la nature et le montant des prestations sous-traitées ; les conditions de paiement prévues pour le sous-traitant ; les attestations légales et sociales du sous-traitant, à jour.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des prestations sous-traitées et garantit leur conformité aux exigences du marché. Il veille à ce que le sous-traitant respecte les obligations contractuelles, notamment en matière de confidentialité, de sécurité de l'information et de protection des données personnelles.

En cas de manquement du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur pourra exiger son remplacement ou résilier le marché aux torts du titulaire. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement concernant le sous-traitant ou les conditions de sous-traitance, et à obtenir un nouvel agrément si nécessaire. Conformément au CCAG-PI, le titulaire reste solidairement responsable avec le sous-traitant des obligations contractuelles.

3.5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché, conformément aux stipulations du CCAP, du CCTP et du CCAG-PI. Il garantit la qualité, la conformité et la complétude des livrables, ainsi que le respect des délais impartis.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution des prestations, en veillant à mobiliser des ressources qualifiées et adaptées aux exigences du marché. Il doit également assurer une traçabilité rigoureuse des actions menées et des livrables produits.

En cas de manquement grave ou répété à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités financières, conformément au chapitre « Pénalités et sanctions » du présent CCAP, ou résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Le titulaire est également responsable des dommages causés au pouvoir adjudicateur ou à des tiers du fait de l'exécution des prestations. Il doit souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant ces risques et fournir une attestation d'assurance conforme avant le démarrage des prestations.

ARTICLE 4. COORDINATION ET SUIVI CONTRACTUEL

Le suivi contractuel du marché est assuré par une structure de coordination mise en place par le pouvoir adjudicateur, en vue de garantir la bonne exécution des prestations et le respect des obligations contractuelles.

Le titulaire désigne un chef de projet unique, interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur, qui est responsable de la coordination des prestations, de la communication avec les parties prenantes, et du respect des jalons définis au CCTP. Ce chef de projet doit être disponible tout au long de l'exécution du marché et participer activement aux instances de pilotage et de suivi.

Le pouvoir adjudicateur désigne un coordonnateur référent, chargé de piloter la relation avec le titulaire, de superviser la qualité des prestations, et d'assurer un support en cas de difficulté technique ou contractuelle. Le coordonnateur référent est également responsable de la validation des livrables et de la mise en œuvre des mesures correctives en cas de non-conformité.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations, ainsi que tout risque susceptible d'affecter le calendrier ou la qualité des livrables. Ces signalements doivent être accompagnés de propositions de mesures correctives documentées. Des réunions périodiques sont organisées entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur pour faire le point sur l'avancement des prestations, examiner les éventuelles difficultés, et valider les livrables.

4.1. INSTANCES DE PILOTAGE ET COMITOLOGIE

Le titulaire est tenu de participer aux instances de pilotage et de suivi définies dans le CCTP, afin de garantir une exécution conforme aux exigences du marché.

Les instances de pilotage comprennent, à minima : une réunion de lancement permettant de valider le cadrage initial des prestations et le plan de management de mission (validation L0) ; une réunion de restitution du diagnostic permettant de valider les conclusions de la phase d'investigation (validation L1) ; un atelier scénarios permettant d'orienter les choix stratégiques et de valider les propositions de découpage en lots (validation L2) ; une réunion de restitution de l'évaluation multicritère, des risques et de la soutenabilité économique (validation L3 à L5) ; une réunion de restitution finale permettant de valider le rapport final, la note décisionnelle, et le support de présentation (validation L6).

Le titulaire est responsable de la préparation des supports de réunion, qui doivent être transmis au pouvoir adjudicateur au moins sept jours calendaires avant chaque instance. Les comptes rendus des réunions, incluant les décisions prises, les actions à mener, les responsables désignés, et les échéances, doivent être transmis dans un délai de sept jours calendaires après chaque instance. En cas de non-respect des obligations de comitologie, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités conformément au chapitre « Pénalités et sanctions » du présent CCAP.

4.2. CHEF DE PROJET DESIGNE PAR LE TITULAIRE

Le titulaire désigne un chef de projet unique, qui est l'interlocuteur principal du pouvoir adjudicateur pour toutes les questions relatives à l'exécution du marché. Ce chef de projet est responsable de la coordination des équipes du titulaire, de la gestion des ressources, et de la conformité des livrables aux exigences du CCTP.

Le chef de projet doit être disponible tout au long de l'exécution du marché et participer activement aux instances de pilotage et de suivi. Il est également chargé de signaler toute difficulté ou tout risque susceptible d'affecter l'exécution des prestations, et de proposer des mesures correctives adaptées.

Tout remplacement du chef de projet doit être soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit proposer un remplaçant aux compétences équivalentes ou supérieures, et fournir les justificatifs nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer la capacité du remplaçant à assurer les missions prévues.

Les coordonnées du chef de projet désigné par le titulaire sont communiquées dans l'acte d'engagement ou par courrier séparé. Le chef de projet est tenu de respecter les obligations de confidentialité et de sécurité de l'information définies au présent CCAP.

4.3. COORDONNATEUR REFERENT DESIGNE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur désigne un coordonnateur référent chargé de superviser l'exécution du marché et de garantir la conformité des prestations aux exigences contractuelles. Ce coordonnateur référent est l'interlocuteur principal du titulaire pour

toutes les questions relatives à l'exécution des prestations, la validation des livrables, et la mise en œuvre des mesures correctives en cas de non-conformité.

Le coordonnateur référent est responsable de la coordination des échanges entre les parties prenantes, de la supervision des jalons définis dans le CCTP, et de la validation des livrables conformément aux critères de qualité et de traçabilité établis dans le présent CCAP. Il veille également au respect des délais contractuels et des obligations de confidentialité.

En cas de difficulté technique ou contractuelle, le coordonnateur référent est habilité à proposer des ajustements ou des solutions correctives, sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Toute modification des prestations ou des livrables doit être formalisée par écrit et validée par le coordonnateur référent avant mise en œuvre.

Les coordonnées du coordonnateur référent sont communiquées au titulaire dans l'acte d'engagement ou par courrier séparé. Toute modification de cette désignation est notifiée au titulaire dans les meilleurs délais.

4.4. REUNIONS PERIODIQUES ET COMPTES RENDUS

Le titulaire est tenu de participer aux réunions périodiques organisées par le pouvoir adjudicateur, conformément aux jalons définis dans le CCTP. Ces réunions ont pour objet de faire le point sur l'avancement des prestations, d'examiner les éventuelles difficultés rencontrées, et de valider les livrables.

Les réunions incluent, à minima :

- Une réunion de lancement pour valider le cadrage initial des prestations et le plan de management de mission (validation L0).
- Des réunions intermédiaires pour la restitution des diagnostics, des scénarios, et des évaluations multicritères (validation L1 à L5).
- Une réunion finale pour valider le rapport final, la note décisionnelle, et le support de présentation (validation L6).

Le titulaire est responsable de la préparation des supports de réunion, qui doivent être transmis au pouvoir adjudicateur au moins sept jours calendaires avant chaque réunion. Les comptes rendus des réunions, incluant les décisions prises, les actions à mener, les responsables désignés, et les échéances, doivent être transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq jours ouvrés après chaque réunion.

En cas de non-respect des obligations liées aux réunions périodiques, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités conformément aux dispositions du présent CCAP.

ARTICLE 5. LIVRABLES ET EXIGENCES DE QUALITE

Les livrables produits dans le cadre du marché doivent répondre aux exigences de qualité, de traçabilité, et de conformité définies dans le CCTP. Ils constituent des éléments essentiels pour la validation des jalons et le paiement des prestations.

Chaque livrable doit inclure :

- Une page de garde précisant la version, la date, et le titre du document.
- Un sommaire détaillé.
- Une liste des hypothèses, limites, et exclusions.
- Les sources et références utilisées.
- Une cohérence interne entre les différents éléments du livrable (scénarios, évaluation multicritère, modèle économique, recommandations).
- Les annexes structurantes requises, telles que les fiches bâtiment et fiches lot, sous forme de tableaux ou gabarits réutilisables.

Les livrables doivent être remis dans les formats prévus à l'article 5.1 du présent CCAP et respecter les critères de traçabilité définis à l'article 5.2. Toute non-conformité des livrables doit être corrigée par le titulaire dans un délai de cinq jours ouvrés, sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

La validation et l'admission des livrables sont régies par la section « Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur » du présent CCAP.

5.1. FORMATS DE REMISE DES LIVRABLES

Les livrables doivent être remis au pouvoir adjudicateur dans les formats suivants :

- Format PDF pour les documents consolidés.
- Formats éditables (Word, Excel, PowerPoint) pour les documents sources et les annexes structurantes.
- Formats spécifiques pour les schémas et plans, incluant le format source lorsque applicable.

Les livrables doivent être accompagnés d'un tableau de versioning et de modifications, permettant de tracer les évolutions successives des documents. En cas de versions multiples, le titulaire doit fournir une synthèse des modifications apportées.

Les livrables doivent être transmis par voie électronique ou via la plateforme de dématérialisation désignée par le pouvoir adjudicateur. En cas de nécessité, des exemplaires physiques peuvent être demandés, notamment pour les documents stratégiques ou les supports de présentation. Ces exemplaires doivent être remis en trois copies reliées, en complément des fichiers numériques.

Le non-respect des formats de remise peut entraîner la suspension de la validation des livrables jusqu'à régularisation par le titulaire.

5.2. EXIGENCES DE QUALITE ET TRAÇABILITE

Les livrables doivent répondre à des exigences strictes de qualité et de traçabilité, afin de garantir leur exploitabilité et leur conformité aux objectifs du marché. Ces exigences incluent :

- La complétude des informations, avec une justification claire des hypothèses et des choix méthodologiques.
- La traçabilité des données, incluant les sources, références, et annexes nécessaires à la compréhension et à la vérification des livrables.
- La cohérence globale entre les différents éléments du livrable, notamment les scénarios, les évaluations multicritères, les modèles économiques, et les recommandations.
- La conformité aux formats et aux standards définis dans le CCTP et le présent CCAP.

En cas de non-conformité d'un livrable, le titulaire procède aux corrections demandées dans les délais prévus ; à défaut, les pénalités et sanctions prévues au présent CCAP peuvent être appliquées.

5.3. VERSIONING ET TABLEAU DE MODIFICATIONS

Le titulaire met en œuvre un système de versioning assurant la traçabilité des évolutions. Chaque livrable est transmis avec un numéro de version, une date de mise à jour et un tableau de modifications décrivant les évolutions significatives et leur justification.

Le tableau de modifications est transmis avec chaque version. En cas de non-respect des exigences de versioning, le pouvoir adjudicateur peut demander la reprise sans surcoût, dans les délais impartis.

5.4. ANNEXES STRUCTURANTES ET GABARITS

Le titulaire produit et remet les annexes structurantes et gabarits requis par le CCTP (notamment fiches bâtiment et fiches lot), en formats PDF et éditables.

Ces annexes/gabarits sont conformes aux contenus et formats du CCTP et validés lors du jalon L0 ; ils servent de référence pour la suite de la mission.

En cas de non-conformité, le pouvoir adjudicateur peut exiger leur correction ou remplacement dans un délai de cinq jours ouvrés, sans surcoût.

Les annexes structurantes et gabarits validés lors du jalon L0 serviront de référence pour l'ensemble des livrables produits dans le cadre du marché. Toute modification des annexes ou des gabarits en cours d'exécution devra être soumise à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6. DELAIS ET JALONS

Les délais et jalons applicables au présent marché sont définis conformément au CCTP. Le titulaire est tenu de respecter les échéances fixées pour chaque phase et chaque livrable, afin de garantir la bonne exécution des prestations.

La durée globale du marché est estimée à six mois à compter de la notification, incluant les phases 1 et 2 rémunérées à prix forfaitaire, ainsi que la phase 3 rémunérée à prix unitaires sur commande. Les dates des principaux jalons structurants doivent être alignées avec les contraintes calendaires des instances consultatives ou décisionnaires du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire propose dans son offre un calendrier d'exécution prévisionnel jalonné. Ce calendrier sera affiné et détaillé dans le livrable L0 (plan de management de mission) après une réunion de lancement avec le pouvoir adjudicateur. Le calendrier détaillé validé en L0 devient contractuel (par avenant) et s'impose aux parties.

En cas de retard dans la réalisation des prestations, le titulaire encourt des pénalités financières conformément aux dispositions du CCAG PI et du présent CCAP. Les pénalités sont calculées sur la base des jours ouvrés de retard et sont appliquées après procédure contradictoire.

Le titulaire est tenu d'informer immédiatement le pouvoir adjudicateur en cas de difficulté susceptible d'affecter le respect des délais, et de proposer des mesures correctives documentées. Toute modification des délais ou des jalons devra être formalisée par un avenant au marché.

6.1. CALENDRIER DES JALONS (L0 A L6)

Le calendrier des jalons est structuré autour des étapes clés de la mission, telles que définies dans le CCTP. Les jalons L0 à L6 constituent les points de validation essentiels pour garantir la conformité des prestations et des livrables.

Le calendrier des jalons inclut :

- L0 : Réunion de lancement et validation du plan de management de mission.
- L1 : Restitution du diagnostic consolidé.
- L2 : Atelier scénarios et validation du dossier de programmation.
- L3 : Validation de la grille multicritère.
- L4 : Validation du registre des risques.
- L5 : Validation du macro-modèle économique.
- L6 : Restitution finale et validation du rapport final, de la note décisionnelle et du support de présentation.

Le titulaire est tenu de respecter les dates prévues pour chaque jalon, lesquelles seront précisées dans l'ordre de service ou la lettre de commande émise par le pouvoir adjudicateur. En cas de modification des dates des jalons, le titulaire devra en informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais et proposer un ajustement du calendrier, sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Les dates des jalons doivent tenir compte des contraintes calendaires des instances consultatives ou décisionnaires du pouvoir adjudicateur, notamment le Bureau et l'Assemblée générale. Toute dérogation au calendrier initial devra être formalisée par un avenant au marché.

Le titulaire est responsable de la préparation des supports de réunion et des livrables associés à chaque jalon. Ces documents doivent être transmis au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis, afin de permettre une validation conforme au calendrier.

6.2. DELAIS DE VALIDATION ET REVUE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

A compter de la remise de tout livrable (L0 à L6), le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour procéder aux vérifications et notifier sa décision : admission, ajournement, admission avec réfaction ou rejet.

En cas d'ajournement ou de demande de corrections, le titulaire remet une version corrigée dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés, sans surcoût. La remise d'une version corrigée ouvre un nouveau délai de vérification de quinze (15) jours ouvrés.

Par dérogation aux articles 28.2 et 29 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut proroger une fois le délai de vérification de quinze (15) jours ouvrés, pour une durée maximale de dix (10) jours ouvrés, sous réserve d'une notification motivée au titulaire avant l'expiration du délai initial. À défaut de décision expresse à l'issue du délai de vérification, tel que prorogé le cas échéant, le livrable est réputé admis tacitement conformément à l'article 29 du CCAG-PI. En cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, un second délai maximal de dix (10) jours ouvrés peut être accordé après accord écrit du titulaire.

Les délais de vérification peuvent être suspendus en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles affectant la capacité du pouvoir adjudicateur à procéder à l'analyse des livrables. Le titulaire signale sans délai toute difficulté susceptible d'affecter le respect des jalons et propose, le cas échéant, des mesures correctives documentées.

6.3. SANCTIONS EN CAS DE RETARD OU NON-CONFORMITE

En cas de retard dans l'exécution des prestations, de non-conformité des livrables, ou de manquements au pilotage, le pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre les mesures prévues au CCAG-PI et au présent CCAP : ajournement, admission avec réfaction, rejet, suspension de paiement, pénalités et, le cas échéant, résiliation.

ARTICLE 7. MODALITES DE PAIEMENT

Les modalités de paiement des prestations prévues au marché sont définies conformément aux dispositions du Code de la commande publique et du CCAG-PI. Le paiement est effectué sur la base des prestations exécutées et des livrables admis, selon les phases et les régimes de prix définis au CCTP et au présent CCAP.

Le paiement des phases 1 et 2 est réalisé sur la base d'un prix forfaitaire global, fixé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Il intervient selon les jalons de paiement définis ci-après, après admission des livrables correspondants.

Le paiement de la phase 3 est réalisé sur la base de prix unitaires, conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Les prestations de cette phase sont déclenchées par ordre de service ou bon de commande et rémunérées selon les unités d'œuvre définies au CCTP.

7.1. PAIEMENT DES PHASES 1 ET 2 VIA DPGF

Les prestations des phases 1 et 2 sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire global, fixé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée au marché. Ce prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations prévues pour ces phases, y compris les livrables définis dans le CCTP, les frais annexes, et les coûts liés aux réunions de pilotage et de comitologie.

Le paiement du prix forfaitaire est effectué en fonction des jalons et livrables admis, selon le schéma suivant :

- Phase 1 : acompte à l'admission du livrable L0 ; solde à l'admission du livrable L1.
- Phase 2 : acompte à l'admission d'une version intermédiaire du livrable L2 (dossier scénarios et fiches lot), lorsque ce jalon intermédiaire est prévu au calendrier contractuel ; solde à l'admission définitive du livrable L2 incluant le chapitre de recommandation du scénario privilégié.

Chaque paiement est subordonné à l'admission des livrables par le pouvoir adjudicateur, conformément aux critères de conformité définis dans le CCTP. En cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le paiement est suspendu jusqu'à régularisation. Les délais de vérification et de reprise des livrables sont ceux définis à la section « Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur » du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de transmettre une facture conforme, accompagnée des pièces justificatives requises, notamment les livrables validés et les comptes rendus des réunions de pilotage. Toute demande de paiement doit être déposée sur la plateforme Chorus Pro, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

7.2. PAIEMENT DE LA PHASE 3 VIA BPU

Les prestations de la phase 3 sont rémunérées sur la base de prix unitaires, conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé au marché. Ces prestations sont réalisées sur commande, à la suite de l'émission d'un ordre de service ou d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique.

L'unité d'œuvre pour la phase 3 est définie comme "1 scénario approfondi", incluant l'ensemble des prestations nécessaires à l'évaluation multicritère, à l'analyse des risques,

à la production du macro-modèle économique, et à la préparation de la mise en œuvre opérationnelle, conformément aux exigences du CCTP. Le nombre de scénarios à approfondir est déterminé par le pouvoir adjudicateur au moment de l'émission de l'ordre de service.

Le paiement des prestations de la phase 3 est effectué sur la base des quantités réellement exécutées, telles que définies dans les ordres de service ou bons de commande. Le titulaire est tenu de fournir des livrables conformes aux exigences du CCTP, accompagnés des pièces justificatives nécessaires, notamment les comptes rendus des réunions de pilotage et les formats éditables des livrables.

En cas de non-conformité des prestations ou des livrables, le paiement est suspendu jusqu'à régularisation par le titulaire. Les délais de vérification et de reprise des livrables sont ceux définis à la section « Délais de validation et revue par le pouvoir adjudicateur » du présent CCAP. Toute contestation relative aux ordres de service ou bons de commande doit être formulée par écrit dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant leur réception. A défaut, l'ordre de service ou le bon de commande est réputé non contesté sur sa portée, sans préjudice de la procédure d'admission des livrables prévue au présent CCAP.

7.3. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des sommes dues au titulaire est fixé à trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la facture conforme par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique et de l'article 11 du CCAG PI.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte désigné par le titulaire dans l'acte d'engagement. Les factures doivent être déposées sur la plateforme Chorus Pro, en respectant les modalités de transmission définies dans le présent CCAP. Les factures doivent inclure les mentions obligatoires suivantes : numéros de marché et du bon de commande, détail des prestations réalisées, montants associés, et livrables validés.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront dus au titulaire, calculés conformément aux dispositions de l'article R.2192-31 du Code de la commande publique. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euros, sera également versée au titulaire, sauf si celui-ci démontre que les frais engagés sont supérieurs à ce montant, auquel cas il pourra demander une indemnisation complémentaire sur justificatifs.

Le délai global de paiement est suspendu en cas de non-conformité des prestations ou des factures, jusqu'à la régularisation par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire les motifs de suspension dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception de la facture ou des prestations.

La suspension du délai de paiement pour non-conformité ne peut intervenir que dans les cas suivants :

- Pièces justificatives manquantes (liste exhaustive CCAP Art. 7.4)
- Livrables faisant l'objet d'un ajournement ou rejet formalisé
- Facture non conforme aux mentions obligatoires

La notification de suspension doit préciser les motifs et les pièces à régulariser. En cas de contestation par le titulaire, le pouvoir adjudicateur statue dans un délai de 5 jours ouvrés ; à défaut, la suspension est levée.

▪ **ESCOMPTE POUR PAIEMENT ACCELERE**

La CCI se réserve la possibilité de procéder à un paiement avant l'échéance du délai global de paiement. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur demande un escompte, proposé par le titulaire dans son offre, selon les tranches suivantes :

Paiement sous 0 à 10 jours calendaires : X % d'escompte.

Paiement sous 11 à 20 jours calendaires : X % d'escompte.

Paiement sous 21 à 30 jours calendaires : X % d'escompte.

L'escompte, lorsqu'il est applicable, est calculé sur le montant TTC de la facture concernée et déduit lors du mandatement. A défaut d'offre d'escompte dans l'acte d'engagement, aucun escompte n'est dû.

7.4. PIECES JUSTIFICATIVES REQUISES POUR LE PAIEMENT

Le titulaire est tenu de fournir, pour chaque demande de paiement, les pièces justificatives nécessaires à la vérification de l'exécution des prestations et à la validation des livrables, conformément aux stipulations du présent CCAP et du CCTP. Ces pièces doivent être complètes, conformes aux exigences contractuelles, et déposées via la plateforme Chorus Pro.

Les pièces justificatives incluent notamment :

- Une facture conforme aux dispositions légales et réglementaires, mentionnant le numéro du marché 2026RTPN5007, le numéro de l'ordre de service ou de la lettre de commande, ainsi que le détail des prestations réalisées et leur montant.
- Les livrables validés par le pouvoir adjudicateur, accompagnés des formats éditables requis (Word, Excel, PowerPoint) et des annexes structurantes, conformément aux exigences du CCTP.
- Les relevés de décisions ou comptes rendus des réunions de pilotage et de comitologie, transmis dans les délais prévus au CCTP.
- Le tableau de versioning et de modifications des livrables, en cas de versions successives.
- Les attestations légales et sociales à jour, déposées sur la plateforme E-attestations, conformément à l'article 15 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre le délai de paiement en cas de non-conformité ou d'absence des pièces requises. Le titulaire sera informé des motifs de

suspension dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception des pièces. La régularisation devra intervenir dans les meilleurs délais pour permettre la reprise du processus de paiement.

ARTICLE 8. PENALITES ET SANCTIONS

Les pénalités et sanctions applicables au titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles sont définies ci-après, en complément des dispositions du CCAG-PI. Elles visent à garantir le respect des jalons (L0 à L6), la qualité des livrables et la continuité du projet.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le régime de pénalités de retard suivant est applicable, compte tenu du caractère structurant des livrables et de l'impact des retards sur la gouvernance et la prise de décision : $P = V \times R / 100$.

- Dans cette formule : P = montant de la pénalité ; V = valeur HT des prestations en retard ; R = nombre de jours ouvrés de retard. V est égal : (i) pour les phases 1 et 2, au montant HT du forfait de la phase concernée figurant à la DPGF ; (ii) pour la phase 3, au montant HT du bon de commande concerné, calculé sur la base du BPU. Le retard est décompté à partir du premier jour ouvré suivant l'échéance contractuelle du livrable ou de la prestation.
- Le montant total des pénalités (toutes causes confondues) est plafonné, selon le régime de prix, à vingt pour cent (20 %) du montant HT de la phase concernée (phases 1 et 2) ou du bon de commande concerné (phase 3). Aucun seuil d'exonération n'est applicable. Les pénalités sont mises en œuvre après procédure contradictoire, conformément au CCAG-PI, et sont sans préjudice des mesures d'ajournement, de réfaction, de rejet, de réexécution et de résiliation prévues au présent CCAP.

8.1. RETARD DANS LA REMISE DES LIVRABLES

En cas de retard dans la remise d'un livrable (L0 à L6) ou dans l'exécution d'une prestation prévue au calendrier contractuel, des pénalités sont applicables conformément au régime défini au présent chapitre.

Le retard correspond à tout dépassement de l'échéance contractuelle fixée au CCTP et/ou précisée par ordre de service ou bon de commande. Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté susceptible d'affecter le calendrier et propose des mesures correctives.

Un retard supérieur à vingt (20) jours ouvrés sur un livrable ou une prestation est qualifié de retard grave et peut entraîner, selon les cas, la mise en demeure, la réexécution et/ou la résiliation pour faute, dans les conditions prévues au chapitre « Résiliation ».

8.2. NON-CONFORMITE DES LIVRABLES

En cas d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet motivé par une non-conformité, le titulaire est tenu de corriger ou de reprendre les livrables dans le délai maximal de cinq (5) jours ouvrés fixé au présent CCAP, sans surcoût.

Le dépassement du délai de correction déclenche l'application des pénalités de retard calculées sur la valeur des prestations concernées, jusqu'à la remise d'une version corrigée et admissible.

En cas de non-conformité persistante, de refus de correction ou d'atteinte substantielle aux objectifs du marché, le pouvoir adjudicateur peut prononcer le rejet, mettre en œuvre une réfaction, suspendre le paiement et/ou engager la procédure de résiliation pour faute.

8.3. MANQUEMENTS DANS LE PILOTAGE ET SUIVI

En cas de manquements dans le pilotage et le suivi du projet, le titulaire encourt des pénalités financières et des mesures coercitives, conformément aux dispositions du CCAG-PI et du présent CCAP. Ces manquements incluent notamment :

- L'absence ou le retard dans la désignation d'un chef de projet unique, interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur.
- Le non-respect des obligations de coordination, de communication, et de reporting définies dans le CCTP.
- L'absence aux réunions de pilotage ou de comitologie, ou le non-respect des délais de transmission des comptes rendus et relevés de décisions.
- Le défaut de signalement des difficultés rencontrées ou des risques susceptibles d'affecter le calendrier ou la qualité des livrables.

Le montant des pénalités pour manquements dans le pilotage et le suivi est fixé à 500 euros par jour ouvré de retard ou par manquement constaté. Ces pénalités s'imputent sur le plafond défini au présent chapitre et sont appliquées après procédure contradictoire, conformément au CCAG-PI.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier aux manquements constatés et pour garantir un pilotage rigoureux et un suivi régulier du projet. En cas de manquements graves ou répétés, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour faute grave, dans les conditions prévues au chapitre « Résiliation » du présent CCAP.

ARTICLE 9. ASSURANCES

Le titulaire est tenu de souscrire et de maintenir en vigueur, pendant toute la durée du marché, les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle ainsi que toute autre garantie requise par la nature des prestations intellectuelles objet du marché. Ces assurances doivent garantir les dommages causés au pouvoir adjudicateur, aux tiers, ainsi qu'aux biens et équipements utilisés ou affectés dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les polices d'assurance doivent inclure une couverture suffisante pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, résultant directement ou indirectement de l'exécution des prestations. Le titulaire est également tenu de garantir les risques liés à la confidentialité des données, à la sécurité de l'information, et à la protection des données personnelles conformément aux exigences du RGPD.

En cas de non-respect de cette obligation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché jusqu'à régularisation ou, en cas de manquement grave ou persistant, de résilier le marché aux torts du titulaire conformément aux dispositions du CCAG PI.

9.1. RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Le titulaire est tenu de souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les risques liés à l'exécution des prestations intellectuelles prévues au marché. Cette assurance doit garantir les conséquences financières des dommages causés au pouvoir adjudicateur, aux tiers, ainsi qu'aux biens et équipements affectés par l'exécution des prestations.

La couverture (dommages corporels, dommages matériels et immatériels par sinistre et par année) prévoit des montants adaptés à la nature et à l'ampleur des prestations prévues au marché.

Le titulaire est tenu de fournir une attestation d'assurance avant le démarrage des prestations, précisant la nature des garanties souscrites, les montants couverts, ainsi que la durée de validité des polices. Cette attestation doit être conforme aux exigences du marché et couvrir l'ensemble des risques identifiés.

9.2. JUSTIFICATION DES GARANTIES

Le titulaire doit fournir, avant le démarrage des prestations, une attestation d'assurance émanant d'une compagnie notoirement solvable, précisant la nature des garanties souscrites, les montants couverts, ainsi que la durée de validité des polices. Cette attestation doit être conforme aux exigences du marché et couvrir l'ensemble des risques identifiés.

Le titulaire est tenu de transmettre au pouvoir adjudicateur, à chaque renouvellement de ses polices d'assurance, une attestation mise à jour confirmant la continuité des garanties. En cas de modification des conditions d'assurance (montants, nature des garanties, assureurs, etc.), le titulaire doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur et fournir les justificatifs nécessaires.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger la souscription d'une assurance complémentaire, dont le coût sera à la charge du titulaire. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la suspension ou la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAG PI.

ARTICLE 10. MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché peut faire l'objet de modifications dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique. Les modifications peuvent intervenir sous forme d'avenants, de prestations similaires ou de clauses de réexamen, selon les modalités définies ci-après.

Les modifications doivent être justifiées par des besoins nouveaux ou imprévus, des contraintes techniques ou réglementaires, ou des circonstances exceptionnelles affectant l'exécution des prestations. Toute modification doit être formalisée par un avenant signé par les parties, précisant les nouvelles stipulations contractuelles, les impacts financiers et les délais d'exécution.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations modifiées dans les conditions définies par l'avenant, sans interruption des prestations en cours. En cas de désaccord sur les modifications proposées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché conformément aux dispositions du CCAG PI.

10.1. AVENANTS

Les avenants au présent marché sont conclus conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Ils permettent d'adapter les stipulations contractuelles en cas de modification des besoins, de contraintes techniques ou réglementaires, ou de circonstances imprévues affectant l'exécution des prestations.

Chaque avenant doit préciser les éléments suivants : l'objet de la modification, les prestations concernées, les impacts sur le calendrier d'exécution, les ajustements financiers, et les nouvelles modalités de validation des livrables. Les avenants doivent être signés par les parties avant leur mise en œuvre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser toute modification qui ne serait pas conforme aux objectifs du marché ou qui compromettrait sa bonne exécution. En cas de désaccord sur les termes d'un avenant, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant de recourir à une procédure contentieuse.

10.2. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché de prestations similaires avec le titulaire, conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique. Ces prestations doivent être en lien direct avec l'objet du marché initial et répondre à des besoins complémentaires ou nouveaux identifiés en cours d'exécution.

La conclusion d'un marché de prestations similaires est subordonnée à la condition que les prestations envisagées soient nécessaires pour garantir la continuité ou l'achèvement du projet, sans en modifier substantiellement l'économie générale. Le titulaire s'engage à

exécuter ces prestations dans les conditions définies par le nouveau marché, en respectant les délais et les exigences de qualité fixés par le pouvoir adjudicateur.

Le prix des prestations similaires sera déterminé sur la base des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé au présent marché, ou, à défaut, sur la base de prix nouveaux négociés entre les parties. Ces prix devront être justifiés par le titulaire et validés par le pouvoir adjudicateur avant la notification du marché de prestations similaires.

Le titulaire est tenu de respecter les obligations contractuelles applicables au présent marché, notamment en matière de confidentialité, de sécurité de l'information, de propriété intellectuelle et de protection des données personnelles. Toute défaillance dans l'exécution des prestations similaires pourra entraîner l'application de pénalités ou la résiliation du marché, conformément aux stipulations du présent CCAP.

10.3. CLAUSES DE REEXAMEN

Le présent marché peut faire l'objet de modifications dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique. Ces modifications sont encadrées par la clause de réexamen, qui permet d'adapter le marché en fonction de circonstances imprévues ou de besoins nouveaux identifiés en cours d'exécution.

Les cas de réexamen incluent notamment :

- L'augmentation ou la modification des besoins du pouvoir adjudicateur.
- La nécessité de prestations complémentaires ou modificatives pour garantir la bonne exécution du marché.
- Les évolutions réglementaires ou techniques affectant les conditions d'exécution des prestations.
- Les ajustements liés à des contraintes budgétaires ou à des modifications du contexte du projet.

Toute modification du marché dans le cadre de la clause de réexamen doit faire l'objet d'un avenant signé par les parties. Cet avenant précise les nouvelles stipulations contractuelles, les impacts sur les délais d'exécution, les modalités de rémunération, et les éventuelles adaptations des livrables.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations modifiées dans les conditions définies par l'avenant, sans interruption des prestations en cours. En cas de désaccord sur les modifications proposées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché conformément aux dispositions du CCAG-PI et du chapitre « Résiliation » du présent CCAP.

ARTICLE 11. RESILIATION

La résiliation du marché est régie par les dispositions du CCAG-PI (chapitre relatif à la résiliation) et du Code de la commande publique, complétées par les stipulations du présent CCAP.

La résiliation est notifiée par écrit au titulaire, avec mention des motifs et de la date d'effet. Un décompte de résiliation est établi. Le titulaire remet, à la date d'effet, l'ensemble des livrables et éléments produits (formats sources et éditables) nécessaires à la continuité du projet.

En cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur peut, sans préjudice des pénalités, faire exécuter tout ou partie des prestations restantes aux frais et risques du titulaire et/ou conclure un marché de substitution, dans les conditions prévues au CCAG-PI.

11.1. RESILIATION POUR FAUTE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute en cas de manquement grave ou répété du titulaire à ses obligations contractuelles. Constituent notamment des manquements substantiels :

- Le non-respect des délais d'exécution ou des jalons (L0 à L6), et notamment tout retard grave supérieur à vingt (20) jours ouvrés.
 - Deux ajournements successifs portant sur un même livrable, ou un rejet non régularisé dans le délai de reprise.
 - La non-conformité des livrables aux exigences spécifiées dans le CCTP, compromettant leur exploitabilité ou leur cohérence.
 - Le non-respect des obligations de confidentialité, de sécurité de l'information, de protection des données personnelles ou d'intégrité/probité.
- Toute autre violation des stipulations du présent CCAP ou du CCAG-PI de nature à compromettre l'exécution du marché.

La résiliation pour faute intervient après mise en demeure du titulaire, restée infructueuse pendant un délai de dix (10) jours ouvrés. La mise en demeure précise les manquements constatés et les mesures correctives attendues.

En cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur peut exiger la restitution des sommes indûment perçues, appliquer les pénalités prévues au présent CCAP et confier l'exécution des prestations restantes à un tiers, aux frais et risques du titulaire, conformément au CCAG-PI. Le titulaire demeure responsable des dommages causés par ses manquements, y compris les préjudices subis par le pouvoir adjudicateur.

11.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché à tout moment pour des raisons liées à l'intérêt général. Les motifs de résiliation pour intérêt général incluent notamment :

- L'évolution des besoins du pouvoir adjudicateur ou du contexte du projet.

- Des contraintes budgétaires affectant la capacité du pouvoir adjudicateur à financer le marché.
- Des modifications réglementaires ou techniques rendant impossible ou inopportune la poursuite du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général est notifiée par écrit au titulaire, avec mention des motifs et de la date d'effet. Le titulaire est indemnisé des prestations réalisées et validées jusqu'à la date de résiliation, sur la base des prix forfaitaires ou unitaires fixés dans le marché.

L'indemnisation couvre les coûts directement liés à l'exécution des prestations, à l'exclusion de tout manque à gagner ou préjudice indirect. Le titulaire s'engage à remettre, à la date de résiliation, l'ensemble des livrables produits, y compris les formats sources et éditables, ainsi que les documents nécessaires à la continuité du projet.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le pouvoir adjudicateur peut décider de relancer une consultation pour les prestations restantes ou de confier leur exécution à un tiers, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

11.3. RESILIATION POUR FORCE MAJEURE

La résiliation du marché pour force majeure est régie par les dispositions du Code de la commande publique et du CCAG-PI, complétées par les stipulations spécifiques du présent CCAP.

En cas de survenance d'un événement imprévisible, irrésistible et extérieur rendant impossible l'exécution des prestations prévues au marché, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut demander la résiliation du contrat. Les événements constitutifs de force majeure incluent, sans s'y limiter, les catastrophes naturelles, les pandémies, les actes de terrorisme, les conflits armés, ou toute autre circonstance exceptionnelle reconnue comme telle par la jurisprudence.

La partie invoquant la force majeure doit notifier immédiatement l'autre partie par écrit, en précisant la nature de l'événement, ses conséquences sur l'exécution des prestations, et les mesures envisagées pour limiter les impacts. Cette notification doit être accompagnée de tous les justificatifs nécessaires permettant d'établir la réalité de la force majeure.

La résiliation pour force majeure prend effet à la date indiquée dans la notification de résiliation, sauf accord contraire entre les parties. Le titulaire est tenu de remettre, à la date de résiliation, l'ensemble des livrables produits jusqu'à cette date, y compris les formats sources et éditables, ainsi que les documents nécessaires à la continuité du projet.

En cas de résiliation pour force majeure, aucune des parties ne pourra prétendre à une indemnisation pour les prestations non exécutées. Toutefois, le titulaire sera rémunéré pour les prestations réalisées et validées jusqu'à la date de résiliation, sur la base des prix forfaitaires ou unitaires prévus au marché. Les modalités de paiement des prestations

réalisées seront définies dans un décompte de résiliation établi par le pouvoir adjudicateur.

Conformément au CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier l'exécution des prestations restantes à un tiers, si nécessaire, pour garantir la continuité du projet.

ARTICLE 12. CLAUSE ANTI-CORRUPTION

Le pouvoir adjudicateur est fermement engagé dans la lutte contre la corruption et les atteintes à la probité. À ce titre, le titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II), ainsi que toutes les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de lutte contre la corruption.

Le titulaire déclare qu'il n'est pas visé par une procédure judiciaire pour des faits de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme ou détournement de fonds publics. Il s'engage à informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute mise en examen ou condamnation pour de tels faits, ainsi que de tout événement susceptible d'affecter sa probité ou celle de ses sous-traitants.

Le titulaire met en œuvre, au regard de la taille et de la structure de son entreprise, les mesures nécessaires pour prévenir et détecter les risques de corruption. Ces mesures incluent notamment l'adoption de codes de conduite, de procédures internes, et de dispositifs de contrôle adaptés. Le titulaire veille également à ce que ses sous-traitants respectent ces obligations.

En cas de manquement à cette clause, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au chapitre « Résiliation » du présent CCAP et du CCAG-PI. Le titulaire est tenu de remettre, à chaque date anniversaire du marché, une déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de conflit d'intérêts et de conformité aux obligations de probité.

12.1. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations prévues au marché dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables, ainsi que des stipulations du présent CCAP et du CCTP. Ces engagements incluent notamment :

1. La mise en œuvre des moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires pour garantir la qualité, la traçabilité et la conformité des prestations aux exigences du marché.
2. Le respect des règles de confidentialité et de sécurité de l'information définies au présent CCAP, ainsi que des obligations relatives à la protection des données personnelles, conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

3. La prévention et la détection des risques de corruption, par l'adoption de codes de conduite, de procédures internes, et de dispositifs de contrôle adaptés, en conformité avec la loi Sapin II.
4. La garantie de l'absence de contenu contrefaisant ou soumis à des restrictions d'utilisation incompatibles avec les besoins du projet. Le titulaire s'engage à identifier tout contenu soumis à licence et à obtenir, à ses frais, les autorisations nécessaires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'exploiter les livrables conformément aux stipulations du marché.
5. La fourniture des livrables dans les formats prévus (PDF et formats éditables tels que Word, Excel, PowerPoint), accompagnés des annexes structurantes requises, et conformes aux exigences de qualité définies dans le CCTP.
6. La signalisation immédiate de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations, ainsi que de tout risque susceptible d'affecter le calendrier ou la qualité des livrables. Ces signalements doivent être accompagnés de propositions de mesures correctives documentées.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des prestations sous-traitées et garantit leur conformité aux exigences du marché. En cas de manquement grave ou répété à ses engagements, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

12.2. DECLARATION SUR L'HONNEUR ET CONFORMITE

Le titulaire est tenu de remettre, à chaque date anniversaire du marché, une déclaration sur l'honneur attestant de sa conformité aux obligations légales et réglementaires applicables, ainsi qu'aux stipulations du présent CCAP. Cette déclaration doit inclure les éléments suivants :

1. L'attestation de l'absence de conflit d'intérêts, de procédure judiciaire en cours pour des faits de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme ou détournement de fonds publics.
2. La confirmation de la mise en œuvre des mesures nécessaires pour prévenir et détecter les risques de corruption, conformément à la loi Sapin II.
3. La garantie que les livrables produits dans le cadre du marché sont exempts de toute atteinte aux droits de tiers et conformes aux exigences du CCTP.
4. La déclaration de conformité aux obligations sociales et fiscales, ainsi qu'aux règles de protection des données personnelles (RGPD).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la véracité des déclarations sur l'honneur et de demander tout justificatif complémentaire. En cas de non-conformité ou de fausse déclaration, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, les attestations légales et sociales à jour, ainsi que tout document nécessaire pour garantir la conformité des prestations aux exigences du marché. Ces documents doivent être déposés sur la

plateforme de dématérialisation désignée par le pouvoir adjudicateur, dans les délais impartis.

ARTICLE 13. DEROGATION AU CCAG

Conformément au CCAG-PI, les dérogations ci-après sont expressément identifiées :

- Dérogation à l'article 14 du CCAG-PI : application d'un régime de pénalités spécifique (formule $P = V \times R / 100$), absence de seuil d'exonération, et plafond fixé à 20 % selon le régime de prix (phases 1 et 2 / bon de commande phase 3), compte tenu du caractère structurant des jalons L0 à L6.

- Dérogation aux articles 28.2 et 29 du CCAG-PI : délai de vérification fixé à quinze (15) jours ouvrés, prorogeable une fois pour une durée maximale de dix (10) jours ouvrés sous réserve de notification motivée au titulaire avant l'expiration du délai initial ; à défaut de décision expresse à l'issue du délai de vérification ainsi prorogé le cas échéant, le livrable est réputé admis tacitement conformément à l'article 29 du CCAG-PI.